



## Atelier

# « VERS DES VILLES AFRICAINES DURABLES ET RÉSILIENTES : QUELS OUTILS POUR UNE PLANIFICATION URBAINE DURABLE ET INCLUSIVE DES ZONES URBAINES ? »

Organisé par la Fnau et Mtpa





## Préambule

L'adaptation, souvent laissée pour compte face à l'atténuation, émerge comme un enjeu clé pour remodeler nos modes de vie et façon d'habiter face aux conditions climatiques extrêmes. Même si Paris s'exerce à répondre à des pics à 50°C, les villes africaines, par leur climat, sont encore bien plus exposées aux vulnérabilités.

Le sommet Climate Chance pose également les fondations pour le 12<sup>ème</sup> Forum Urbain Mondial d'ONU Habitat, prévu en novembre 2024 en Égypte, mettant particulièrement l'accent sur les questions liées à l'habitat.

Pour relever ces défis d'adaptation, une approche essentielle consiste à composer avec le « déjà là », une démarche souvent sous-estimée. Pour les villes africaines, cela implique de prioriser les quartiers informels et de répondre aux défis architec-

turaux en utilisant des techniques bioclimatiques et des pratiques de ventilation naturelle, en s'appuyant sur le savoir-faire local. Enfin, cela implique également de travailler avec l'espace public, qui par ces capacités de conception de végétalisation et recours à l'eau, offre des solutions pour atténuer les effets du réchauffement.

Il est primordial de se rappeler que l'habitat est le vecteur majeur d'inclusion sociale. Afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte, l'engagement envers la résilience s'avère essentiel pour transformer nos villes et nos modes d'habitation. Souvent négligés dans les politiques d'urbanisme liées à l'adaptation, les quartiers informels méritent une place dans ces discussions.

Brigitte Bariol-Mathais,  
Déléguée Générale Fnau

# Regards-croisés : Enjeux et politiques d'adaptation pour un habitat résilient et inclusif

## Vers une nouvelle vision des informalités urbaines : comment transformer ces informalités urbaines en atouts ?

**Luc Gnacadja, Président de Governance & Policies for Sustainable Development (GPS-Dev), ancien Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et ancien ministre de l'Environnement, du logement et de l'urbanisme du Bénin**

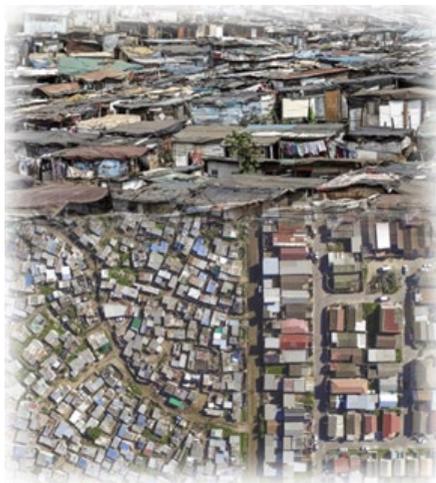
En Afrique, la croissance des bidonvilles continue de s'accroître en parallèle de l'expansion urbaine. Entre 1990 et 2015, les dynamiques urbaines ont accueilli 90% de la nouvelle population urbaine dans des zones considérées comme informelles.

Aujourd'hui, l'attention est davantage portée sur les quartiers formels. La ville « formelle » remporte le plus d'investissements quand on considère à qui profite les politiques, régulations et investissements publics en milieu urbain. Alors que, si on regarde les dynamiques spatiales, démographiques et socio-économiques, les quartiers informels prédominent dans les villes d'Afrique sub-saharienne, représentant plus de 60% de leur habitat, plus de 80% de leur économie urbaine, et 90% d'emplois. Attirant principalement la croissance démographique, ces quartiers émergent souvent dans des zones marginalisées de la ville, sur des terrains non viabilisés, non aedificandi.

### Pourquoi ce qui est moins privilégié attire-t-il davantage d'attention ?

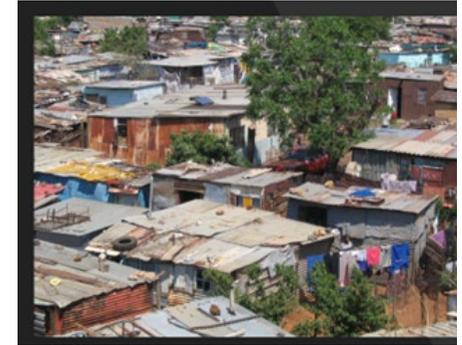
Six facteurs historiques et socio-économiques sont mis en lumière expliquant l'emprise de la « ville formelle » sur la « ville informelle » en Afrique :

1. Héritage de l'Urbanisation Coloniale dont les marques sont persistantes dans de nombreuses villes africaines & dans les curricula des écoles d'architecture & d'urbanisme
2. Influence des Institutions Internationales (FMI, BM, BAD, etc.) : Une pression vers une urbanisation "formelle" et réglementée.
3. Manque de Reconnaissance de la "Ville Informelle" dans la planification et régulation urbaines. Cela est dû à des stéréotypes qui associent l'informalité à la pauvreté, au désordre ou même à l'illégalité.



4. Intérêts des Parties Prenantes : Une inclination des élites à maintenir un statu quo bénéficiant à la "ville formelle" où leurs intérêts sont concentrés.
5. Visibilité et Image Publique : La "ville formelle" comme symbole de modernité.
6. Manque de Données et de Recherche insuffisante sur les quartiers informels.

Chaque facteur, élément constitutif d'un puzzle complexe, invite à une exploration plus profonde et un dialogue continu pour façonner des villes africaines résilientes, inclusives et durables. Il est crucial de garder à l'esprit ces six points essentiels pour changer de paradigme concernant les villes africaines.



### Qu'est ce qui caractérise les quartiers informels en Afrique Sub-Saharienne ?

1. Absence de sécurité foncière comme cause majeure de précarité. Ce problème est en partie dû au dualisme juridique, où le droit foncier coutumier prévaut, créant des incertitudes juridiques et économiques majeures.
2. Absence de toutes urbanités (eau, électricité, etc.). Bien que les habitants paient des coûts d'accès élevés, ils sont souvent considérés comme non solvables par les réseaux officiels, alimentant ainsi un cercle vicieux de privation.
3. Réseaux informels remarquablement ingénieux et dynamiques, comme observé lors de la crise de la Covid-19, où ces réseaux ont démontré une agilité pour répondre aux besoins locaux.
4. Economie informelle à l'origine de plus de 90% des emplois urbains

### Que faire pour maîtriser l'espace urbain et savoir l'appréhender pour anticiper et gérer ?

#### Faire avec les quartiers informels

L'élément le plus crucial d'une ville est incontestablement son territoire et la question de l'insécurité foncière touche de manière disproportionnée les populations défavorisées.

Une approche axée sur la valorisation plutôt que l'éviction s'impose, impliquant le développement de systèmes fonciers dynamiques, performants et inclusifs. Pour amorcer une transformation significative, il est primordial :

1. Evaluer & sécuriser les terrains urbains comme point de départ d'une stratégie de transformation, en particulier lorsqu'elle implique l'évaluation et l'intégration des actifs fonciers des habitants des quartiers à l'habitat informel
2. Insérer de l'efficacité & des services urbains dans les quartiers informels
3. Utiliser les solutions numériques efficaces disponibles pour les audits fonciers qui ouvrent la voie à la création de cadastres urbains entièrement numérisés, fiables et sûrs, disponibles en ligne pour tous les acteurs
4. Mettre en place une planification et une gestion urbaines dynamiques et participatives avec des cadres plus souples, & optimiser les infrastructures et les services urbains

Pour conclure : 10 étapes pour transformer l'informel en atouts



#### INFORMALITIES: CONCRETIZING GAINS & POTENTIAL

To achieve SDG 11 & KM Target 12:  
An iterative process towards gradual formalization

1. Understanding & observing the gains of informalities
2. Stakeholder Engagement & Participatory Planning
3. Data Collection & Mapping
4. Quantifying & Measuring Gains
5. Environmental Impact Assessment of Informal Practices
6. Legal / Regulatory Analysis of Gaps, Barriers, and Potential Avenues for Formalization
7. Tailored Formalization Strategies
8. Capacity Building
9. Monitoring & Evaluation
10. Policy Advocacy, Public Awareness & Communication



Photo Credit: Urban Africa Risk Knowledge Briefing n° 20

**Ne laissons pas  
ces images être  
l'avenir des  
Villes Africaines  
Merci!**

Luc GNACADIA  
President



## La planification urbaine face aux changements climatiques : Quelles stratégies d'adaptation à Bordeaux ?

**Céline Papin, Vice-présidente de Bordeaux Métropole, Adjointe au maire de Bordeaux en charge des coopérations territoriales, européennes et internationales**

Les défis majeurs à Bordeaux se cristallisent autour d'un étalement urbain important et des modèles pavillonnaires fortement consommateur d'espace. Ces réalités s'entremêlent avec des manifestations de plus en plus tangibles du changement climatique, de la canicule aux risques accrus d'événements météorologiques extrêmes et d'inondations, fragilisant les espaces naturels et la biodiversité locale sous la pression foncière croissante. Pour répondre à cette urgence climatique, orienter les stratégies d'adaptation et d'atténuation devient essentiel.

### Comment faire pour appréhender cette urgence climatique et orienter les stratégies d'adaptation et atténuation ?

La clé réside dans la mise en place d'un outillage réglementaire fort pour orchestrer les politiques publiques. Des instruments tels que le Plan Local d'Urbanisme (PLU), le Plan de Prévention des Risques d'Inondation et le Plan Climat, imposés par la loi, permettent d'inscrire des orientations stratégiques, partagées avec l'ensemble des acteurs.

Une approche inclusive implique de collaborer avec toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, tout en s'appuyant sur des expertises telles que celles de l'agence d'urbanisme de Bordeaux ou de l'agence locale de l'Énergie pour collecter des données et mener des études sous la direction de la métropole.

### Comment traduire en politiques publiques concrètes ?

Traduire ces besoins en politiques concrètes requiert une transformation de sa ville. La minéralité excessive exige de partir du déjà-là avec une réintroduction de la nature en ville, favorisant la renaturation pour désimperméabiliser la cité. Une politique de mobilité, intégrée aux stratégies d'atténuation et d'adaptation face à la raréfaction des ressources, est également essentielle. Des coopérations territoriales concrètes deviennent impératives pour renforcer les villes secondaires et équilibrer l'impact du changement climatique. De même, les coopérations internationales offrent des opportunités : s'inscrire dans des réseaux internationaux (OVPM; CGLU; AIMF; Eurocities), expérimenter des démarches pilotes et organiser des rencontres internationales pour partager des expériences et des bonnes pratiques à travers les coopérations décentralisées.

### 4 recommandations :

1. Acquérir une compréhension approfondie du territoire et réaliser des diagnostics pour proposer des solutions adaptées.
2. Mettre en place des outils réglementaires et de pilotage, tels que le Plan Local d'Urbanisme et les Agences d'Urbanisme.
3. Impliquer les acteurs locaux et mobiliser les forces vives du territoire.
4. Promouvoir la duplication et la diffusion des bonnes pratiques à travers la coopération territoriale, internationale et entre les pays du Sud.



© Carole Doncescu - Cameroun - 2023

## La gestion des données urbaines pour une meilleure anticipation des logements face aux vulnérabilités – RETEX

**Comment l'observatoire réunionnais de l'habitat « indigne » éclaire-t-il les décisions ?**

**Daniel David, Co-directeur de l'Observatoire de l'agence urbaine de la Réunion (Agorah)  
Contexte Insulaire de la Réunion**

L'île de La Réunion, territoire insulaire de 2500 km<sup>2</sup>, est une région et un département français. Cet endroit renferme un "hotspot" de biodiversité, classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Cependant, la biodiversité de l'île à préserver est confrontée à des pressions, principalement d'origine humaine. L'urbanisation, parfois intensive sur le littoral et les mi-pentes, représente la première de ces pressions. Enfin, elle se caractérise également par la présence de l'habitat informel diffus dans le tissu urbain et dans les hauteurs.

En résumé, La Réunion compte 860 000 habitants, répartis dans environ 340 000 logements. On dénombre toujours environ 18 000 habitants informels, soulignant les défis persistants liés à l'aménagement du territoire sur cette île.

### **Observatoire de l'Habitat « Indigne »**

La question du recensement revêt une importance cruciale pour tout observatoire, et la méthodologie de recensement adoptée doit être à la fois structurée et élaborée de manière collaborative.

Les principaux critères pris en compte dans cette approche incluent tout d'abord la nécessité de repérer les logements depuis la rue. Sur le terrain, divers aspects sont évalués, tels que l'étanchéité, l'état des menuiseries, les problèmes structurels, la ventilation/éclairage, la présence de termites, l'installation électrique, les réseaux d'évacuation des eaux usées autonomes, et bien d'autres. Ces critères permettent finalement de classer les logements en différentes catégories selon leur degré de décence, notamment moyens (nécessitant des améliorations modérées), mauvais (exigeant des améliorations substantielles ou une reconstruction partielle), et très mauvais (nécessitant une démolition suivie d'une reconstruction). Cette approche méthodologique vise à établir une évaluation exhaustive de l'état des logements, contribuant ainsi à la prise de décision éclairée en matière d'améliorations et de rénovations.

Ces éléments sont centralisés dans une application mutualisée pour aider à faciliter la cohérence du recensement par les différents acteurs de terrain et l'agrégation des données

pour en faire émerger une analyse pertinente.

Un observatoire ne se limite pas à la simple collecte de données. Il est conçu autour de trois axes essentiels : Observation, Expertise et Animation, chacun jouant un rôle fondamental. En effet, la publication, la communication et l'échange sont des éléments indispensables pour mobiliser les acteurs impliqués.

Trois exemples concrets de mise en œuvre de ces dimensions sont les suivants :

1. **Publier** : L'observatoire s'engage dans une production régulière d'outils tels qu'un guide méthodologique destiné aux acteurs de terrain. Cette initiative vise à fournir des ressources pratiques et informatives pour faciliter les interventions sur le terrain.
2. **Communiquer** : à travers la production de plaquettes de communication à l'attention des décideurs. Ces supports visent à sensibiliser les parties prenantes aux enjeux spécifiques et à les informer sur les approches efficaces pour intervenir dans le domaine de l'habitat.
3. **Échanger** : emmener les gens sur le terrain à la fois pour partager les connaissances, pour discuter des retours d'expérience, pour accompagner la méthodologie et sensibiliser les décideurs et montrer concrètement les problèmes et exemples qui marchent en termes d'actions et ceux à éviter

### Approche interdisciplinaire pour faire face aux vulnérabilités et levier de co-construction : l'Exemple des risques d'inondation de la ville d'Abidjan

**Eric-Pascal Zahiri, Enseignant Chercheur à University of Cocody à Abidjan, Institut de Recherche et Développement**

Les enjeux liés à l'accès et à la collecte de données sont clés dans la quête d'une ville durable et résiliente, intégrant l'inclusivité. L'approche interdisciplinaire se révèle essentielle pour dépasser les méthodologies segmentées et partielles, optant plutôt pour une perspective holistique sous divers angles.

En partant de l'exemple d'Abidjan, où une pluie équivalente à la moitié des précipitations mensuelles de juin est tombée en seulement 10 heures dans le quartier de Cocody (quartiers des décideurs au cœur de la ville), les conséquences sont considérables. Les pertes et les dommages, ainsi que les besoins de reconstruction ont été évalués à 18 milliards pour un seul événement d'inondation et en termes de reconstruction à 200 milliards de FCA soit 10 fois plus.

L'analyse des inondations revêt une importance capitale, qui va au-delà de l'impact immédiat de l'aléa, en incitant à réfléchir sur la planification urbaine. Dans le processus de planification, la première étape essentielle consiste à obtenir des données précises sur l'aléa, notamment sa nature et son intensité, afin de comprendre comment il peut entraîner différents types de catastrophes. Ensuite, il faut établir la portée des inondations, en cartographiant les zones concernées. Enfin, il est impératif de caractériser les facteurs aggravants et déterminants, permettant ainsi une planification plus informée et une gestion efficace des risques liés aux inondations.

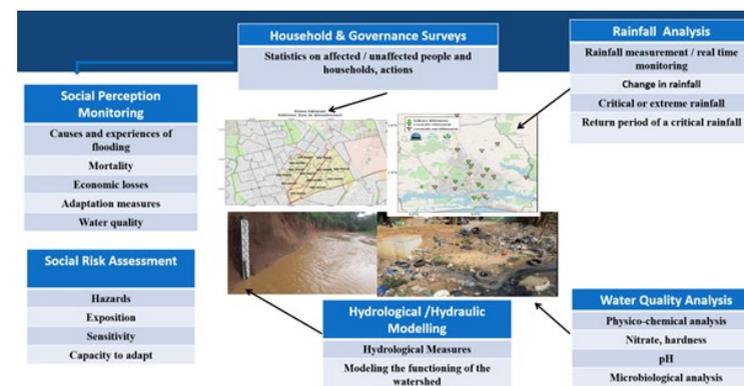
### Comment faire ? quelles disciplines ? quels critères ? pour mieux appréhender les aléas climatiques

Définir une grille de lecture consensuelle

**Point de départ** : Deux quartiers principaux se distinguent par des caractéristiques urbanistiques distinctes : l'un de nature informelle et l'autre habité par les décideurs.

**Question centrale** : Identifier et adresser diverses vulnérabilités, qu'elles soient d'ordre physique ou socio-économique, nécessite une approche interdisciplinaire qui intègre la collecte de données. Cela implique de prendre en considération les aléas ainsi que les échelles socio-économiques et spatiaux-temporels.

Ainsi, la collecte de données s'est faite à partir des ménages tout comme la co-construction de la grille de lecture.



La classification des zones vulnérables vise à délimiter les secteurs exposés aux risques, fournissant des éléments déterminants pour orienter l'aménagement du territoire. L'utilisation de données satellitaires ont permis d'observer l'évolution de l'occupation des sols. On constate une occupation en 2005 qui est la même 14 ans plus tard, soulignant ainsi une gestion urbaine insuffisamment maîtrisée.

## Temps d'échanges Q&R

**1er Constat général : Une attention est portée sur les villes existantes reléguant les villes secondaires au second plan. Ces informalités ne sont-elles pas plus des politiques de lutte contre la précarité que d'aménagement ?**

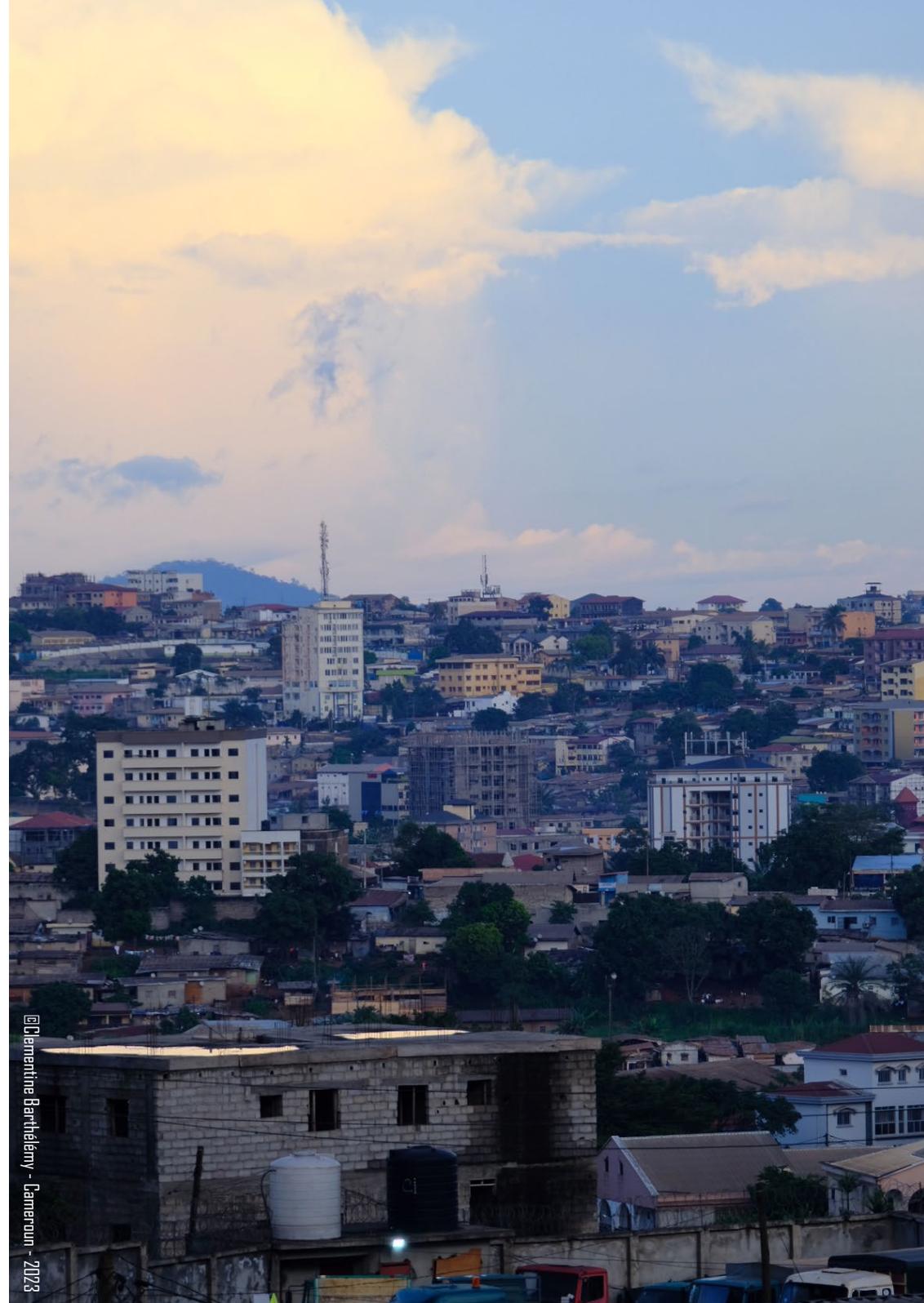
Actuellement les petites villes attirent le plus de croissance urbaine et restent à risque face à l'étalement. Par conséquent, la croissance urbaine se fait sur des zones sensibles & humides qui devraient être déclarées comme non exploitables.

Les débats des ODD face à la résilience dépend de la résilience du territoire dans sa globalité. Il faut anticiper la croissance des villes en devenir afin d'éviter l'émergence de quartiers informels dans des zones à risques. Cependant, en Afrique, la politique urbaine a adopté une approche de laisser-faire depuis les années 80, initiée par la crise économique, où l'investissement public a été l'une des premières variables d'ajustement. Il est donc impératif de sensibiliser les acteurs politiques à la possibilité d'anticiper plutôt que d'opter pour une approche de laisser faire.

**2ème Constat : Alors que la nature joue un élément important dans le cadre de vie et que le forestier a une place prépondérante dans la construction des villes, la focalisation se fait davantage sur la construction à travers les architectes mais on voit peut de forestier.**

La renaturation est indubitablement influencée par le rôle prépondérant des forestiers. Ils sont déterminants dans le choix des espèces à planter, les techniques de plantation, et la manière de réintégrer la nature en milieu urbain.

**Conclusion des débats :** Nous ne sommes plus simplement confrontés à une méconnaissance des dynamiques informelles, mais plutôt à un choix d'investir dans la ville formelle, perçue comme plus gratifiante. Cependant, dans le contexte de notre initiative, l'objectif est d'encourager tous les acteurs à reconnaître le potentiel inhérent à ces formes d'informalités.



# Construire des stratégies territoriales pour se doter d'outils en cohérence

## Comment rendre le logement réellement abordable face aux changements climatiques ?

**Vincent Kitio, Directeur de l'Unité Energie Urbaine, ONU- Habitat**

Bien que les questions d'atténuation soient bien comprises, il est impératif de se pencher sur la manière dont nous devons nous ajuster à l'existant.

Les villes africaines sont confrontées à des défis majeurs tels que les inondations, les éboulements propices aux maladies, et les températures élevées résultant des îlots urbains bétonnés. Ce phénomène requiert une consommation accrue d'énergie pour rafraîchir, compromettant le bien-être des habitants et entravant la possibilité de disposer d'un logement décent.

Selon UN-Habitat, un logement décent implique un accès aux services urbains de base et une conception appropriée, notamment l'utilisation de matériaux durables. Pour s'adapter, il est impératif de rechercher des solutions bioclimatiques, d'améliorer la gouvernance urbaine et de mieux allouer les ressources dans les zones informelles. Notons que 80% de la population résidant dans ces zones informelles contribue à l'économie urbaine, soulignant ainsi l'impact direct de la qualité du logement sur la productivité. En conséquence, une action concertée est nécessaire pour trouver des solutions innovantes afin de coller à la réalité. En investissant dans ces communautés, nous renforçons non seulement leur résilience, mais également leur capacité à participer de manière significative au fonctionnement du territoire.

La réalité des zones informelles à Yaoundé reflète un problème plus vaste en Afrique subsaharienne (ASS). Avec 60% de la population de Yaoundé résidant dans ces zones, la demande urgente de 360 000 unités de logement décent souligne l'ampleur de la crise du logement. À l'échelle du continent, cette crise s'élève à 160 millions de logements. Si cette situation n'est pas adressée de manière efficace, les projections pour 2030 indiquent un déficit encore plus préoccupant, atteignant 230 millions d'unités. Cependant, la pandémie de COVID-19 a révélé que les zones informelles peuvent également être sources de solutions résilientes. Il est nécessaire de tirer des leçons de cette expérience pour façonner des politiques et des pratiques qui intègrent la résilience aux aléas climatiques dans la conception des logements à venir, évitant ainsi une catastrophe imminente.

Ainsi, UN-habitat a créé une plateforme sous sa campagne « *Housing matters* », lancée lors de la COP 28. Cette plateforme a pour objectif de rassembler des solutions et de diffuser des bonnes pratiques, offrant ainsi une source d'inspiration essentielle pour relever les défis liés au logement. Structurée autour de six domaines à impact clés, cette initiative vise à remodeler la perception du logement dans le contexte mondial.

1. Réduire la disparité économique et allouer mieux les ressources
2. Actions climatiques : revoir l'habitat et la conception : approche bioclimatique, plus sobre
3. Inclusion sociale : meilleure articulation des quartiers
4. Egalité des genres : accès au foncier est primordiale pour avoir accès à un logement et un logement décent
5. Paix et sécurité : développement impossible sans stabilité

## L'ingénierie urbaine face à l'adaptation au Cameroun : un Zoom au niveau local

**M.Pondi, Président de l'Ordre National des Urbanistes Camerounais**

Etat des lieux de la planification urbaine au Cameroun :

L'aménagement urbain au Cameroun se heurte à des défis majeurs, en particulier face à l'essor de l'habitat spontané et à la rigidité de la planification imposée par la loi de 2004. Bien que les textes réglementaires, notamment ceux sur la décentralisation, confèrent un pouvoir d'action sur la planification urbaine, seules 40% des communes du pays disposent actuellement d'un plan de documentation urbaine. Malgré la législation prévoyant que les urbanistes de l'ordre soient habilités à élaborer ces documents, la réalité sur le terrain montre souvent une délégitimation de cette responsabilité à des acteurs externes tels que le marché ou des sous-traitants. Les urbanistes intègrent des considérations cruciales telles que la gestion de l'eau et la lutte contre la pollution, mais l'implémentation effective de ces plans reste insuffisante. Cette lacune se traduit par une augmentation des vulnérabilités, reflétée par une pratique d'urbanisme de rattrapage qui cherche à compenser plutôt qu'à véritablement s'adapter.

Quatre axes stratégiques émergent pour relever les défis urbains au Cameroun :

1. Prévenir l'occupation spontanée des zones urbaines en renforçant la surveillance, particulièrement dans des zones comme Mbololo identifiées comme vulnérables, où l'absence d'intervention expose ces régions à des risques accrus.
2. Créer de nouvelles zones d'habitat pour faire face à l'afflux quotidien : 400 personnes par jour s'installent à Yaoundé. L'absence de solutions d'accueil conduit actuellement à des installations improvisées, soulignant la nécessité de développer des zones appropriées pour répondre à cette demande croissante.
3. Restructurer et rénover les quartiers existants en partant des réalités locales, en créant des conditions économiques et sociales favorables à l'accès à un logement décent.
4. Établir un meilleur équilibre entre les territoires en stimulant davantage d'activités dans les villes secondaires. Cela permettrait de réduire la pression excessive sur les grandes villes, contribuant ainsi à une répartition plus équilibrée des populations et des ressources à travers le pays.

Les principaux acteurs engagés dans ces démarches devraient inclure les ménages, premières victimes des déficiences actuelles, avec un accent sur la sensibilisation et la formation pour les protéger des aléas. Les communautés locales, qu'elles soient traditionnelles ou religieuses, sont également des partenaires clés, car leur mobilisation peut permettre de porter une voix collective plus forte. En outre, le gouvernement doit jouer un rôle central en créant des conditions propices pour offrir aux habitants des choix et des options viables.

## Le projet Hubcity : Quand le numérique facilite l'accès aux services essentiels

### Sénamé Koffi Agbodjinou, Architecte, fondateur du projet Hubcity, anthropologue

Exploration de Pistes Innovantes en Planification Urbaine en Afrique : L'Imaginaire et la Jeunesse comme Ressources Clés

Dans le contexte de la planification urbaine en Afrique, deux ressources émergentes, bien que peu conventionnelles, pourraient révolutionner l'approche actuelle : l'exploitation de l'imaginaire en tant que ressource, suivi par la mobilisation de la jeunesse.

#### 1ère ressource à mobiliser - L'imaginaire :

En abordant la durabilité, il est crucial de reconnaître que nos actions actuelles ne devraient pas compromettre la qualité de vie des générations futures, établissant ainsi un contrat intergénérationnel fondamental pour la durabilité. Dans le contexte de la durabilité en Afrique, la question cruciale se pose : les systèmes imaginaires de cosmogonie africaine intègrent-ils ce contrat intergénérationnel ?

En abordant la ville et l'habitat, où la maison appartient à ceux que nous n'avons pas encore rencontrés, l'acte de bâtir devrait tenir compte des générations à venir. La durabilité, en termes africains, englobe donc non seulement les êtres humains mais également le règne végétal, animal et la biodiversité, avec une prise en charge et un accueil conscient, évitant de construire en autarcie.

Les installations africaines traditionnelles, comme les villages dans la brousse, démontrent la fusion harmonieuse avec la nature, une ressource extraordinaire que les urbanistes africains ont souvent négligée. Rétablir ces liens avec l'imaginaire africain pourrait offrir des perspectives nouvelles pour aborder la durabilité en Afrique. Lorsque les habitants quittent les villages pour la ville, la notion de contrat intergénérationnel et la préoccupation pour la nature s'amenuisent. Ainsi, une réappropriation de l'imaginaire africain pourrait apporter un éclairage précieux pour mieux appréhender la question de la durabilité sur le continent.

#### 2ème ressource à mobiliser - la jeunesse trop souvent mise à l'écart :

L'Afrique devrait parier davantage dans l'éducation des jeunes pour rendre les questions de durabilité et d'urbanité plus accessibles à chaque individu. Alors que ces sujets sont souvent confinés à des débats d'experts, il est essentiel de prendre en compte la réalité d'un continent où la population jeune est en pleine expansion. Se préparer pour un avenir potentiellement chaotique nécessite de préparer et d'outiller les Africains afin qu'ils puissent aborder les problèmes à leur échelle.

L'approche du durable doit être démocratisée, abandonnant son caractère souvent élitiste en Afrique. Il est impératif de percevoir le durable comme des dispositifs résilients, en acceptant une forme d'instabilité et en adoptant une approche cyclique qui programme et prend des dispositions pour une régénération systématique. Cette approche ne peut être limitée à des discussions entre experts ; elle doit également impliquer le secteur informel pour émerger progressivement.

#### Le Projet Hubcity :

L'informalité représente la modernité sur le continent africain, et il est impératif de la doter d'outils adéquats, tel que le démontre le projet Hubcity. La synergie entre l'informel et le numérique est frappante, car la nature informelle du numérique le rend accessible et diffuse. Le communalisme digital émerge comme une solution pour échapper à l'emprise des grands groupes, en créant de petits laboratoires de quartiers où les résidents peuvent exploiter les réseaux de proximité.

Un exemple concret est l'introduction de monnaies locales pour se libérer de l'emprise de l'économie capitaliste. En favorisant une monnaie fonctionnant exclusivement dans un quartier, les habitants s'engagent activement dans l'économie locale.

De même, l'instauration de zones Wifi gratuites dans des zones à forte concentration de jeunes, voire dans des zones marginalisées, constitue une initiative innovante. Ces zones Wifi, en réalité, sont financées par la jeunesse elle-même, qui résout des défis avant d'obtenir un accès gratuit. Cette approche contribue à la démocratisation de l'accès à Internet dans des territoires vulnérables et à la collecte de données précises en favorisant la participation active des jeunes dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et les puits de carbone.

# Conclusion

## **Ronan Dantec, Président de Climate Chance, Sénateur des Pays de la Loire**

Malgré un consensus sur certaines nécessités et leviers d'action tels que la planification urbaine et le numérique, la question fondamentale demeure : existe-t-il actuellement une vision commune pour l'avenir des villes africaines ? Pour mobiliser l'ensemble des acteurs, il est impératif de définir un socle et une vision partagée, surtout en partant de la problématique de l'habitat informel.

Une partie des acteurs urbains semble encore réticente à reconnaître cette réalité, entraînant une évolution subie plutôt que désirée. En réponse à ces défis, la bétonisation apparaît comme une solution, mais elle se heurte à l'impossibilité de construire 200 millions d'habitats en un laps de temps aussi court. La nécessité de reconnaître l'informalité dans la vision partagée de l'avenir des villes africaines se profile alors. Il est essentiel de se questionner sur l'étendue de l'exode rural et de chercher à maintenir les habitants dans les villages, avec un rôle central attribué aux villes intermédiaires dans les stratégies territoriales.

En assumant, y compris l'habitat informel, la question de la transition devient cruciale. Il s'agit de débattre des étapes de cette transition et des éléments de non-durabilité que l'on accepte. Par exemple, si l'on décide d'ouvrir des zones à l'habitat informel, il est nécessaire d'accepter que les critères d'éco-construction ne seront pas entièrement respectés. Ce débat sur la transition, en dehors du cadre d'ONU Habitat, nécessite de prendre des décisions pragmatiques et politiques, mais il constitue une étape incontournable pour le moment présent : quelles sont les éléments de non-durabilité à assumer ?

## **Luc Gnacadja, Président de Governance & Policies for Sustainable Development (GPS-Dev), et ancien ministre de l'Environnement, du logement et de l'urbanisme du Bénin**

Objectif : Construire des territoires résilients

Question centrale : Identifier les transitions nécessaires et déterminer les éléments de non-durabilité à assumer temporairement selon un consensus à définir

7 messages-clés issus des interventions :

1. Impliquer les forces vives du territoire y compris celles des quartiers informels : faire avec "le déjà là" – Idée à mettre en place : la ville peut se doter de Commission de développement durable pour consulter tous les acteurs de la ville
2. Prévention- en identifiant les zones à risques et éviter leur occupation en s'appuyant sur une approche concertée

3. Collecter les données (construire ensemble une grille de lecture) et territorialiser les risques : Approche inter-disciplinaire co levier de co-construction afin d'anticiper. Éviter d'utiliser des labellisations stigmatisantes.

4. Revoir la pertinence des outils standard de planification urbaine pour résorber les quartiers informels pour intégrer les enjeux de transitions diverses et d'adaptation au CC. ". La durabilité appelle des systèmes agiles et non rigides et qui tire leur résilience de leur agilité.

5. Il faudra penser à la Densification et déminéralisation, re-naturalisation (Construire la ville sur la ville)

6. Construire biosourcé en utilisant les matériaux locaux

7. Changer les imaginaires : Vers une durabilité conforme à la cosmogonie africaine.

Deux atouts essentiels pour la planification urbaine : l'intégration de la cosmogonie africaine axée sur la durabilité et l'activation de la jeunesse en tant qu'agents de changement, visant à démocratiser et vulgariser, passant ainsi de l'idée d'être simplement "prêt" à celle d'être pleinement "préparé".

Atelier

# « VERS DES VILLES AFRICAINES DURABLES ET RÉSILIENTES : QUELS OUTILS POUR UNE PLANIFICATION URBAINE DURABLE ET INCLUSIVE DES ZONES URBAINES ? »

Organisé par la Fnau et Mtpa



Couverture : © Unsplash - Alex Paganelli-CapVert-St Vicente, 2011

ISBN : 979-10-90777-34-7

Réalisation :

